NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 12 avril 2021

Un confinement à différentes vitesses

Des repas à plusieurs centaines d'euros cuisinés par des chefs étoilés dans des appartements privés recyclés en restaurants clandestins. Voilà comment le gratin de la bourgeoisie passe son confinement. Des patrons, des magistrats, des officiers de police, mais aussi des politiciens, députés, voire des ministres ou anciens ministres, s'invitent à table, sans masque. À l'image de Brice Hortefeux, pris la main dans le sac, qui clame la bonne foi en faisant mine d'avoir cru à la légalité de ces restaurants sélectifs. Nul n'est censé ignorer la loi… sauf les riches et les puissants !

Des excuses pour les riches

Le reportage de M6 sur ces dîners a quand même semé la panique au gouvernement, craignant qu'un des siens ne soit mis en cause. Il peut souffler : aucun n'a été pris sur le fait, et chacun peut prétendre tout ignorer de ces pratiques illégales… tout en affirmant avoir décliné les invitations !

Même mépris au ministère de l'Enseignement supérieur, où des proches de la ministre Frédérique Vidal ont été filmés dansant sans masque à 22 heures dans la cafétéria du ministère. Mais il ne s'agirait pas d'une *« fête »*, seulement d'un *« moment de convivialité »*… Le virus fait donc la différence ? Et la ministre de s'emporter contre la *« société de délation »*. On ne pourrait donc plus jouir librement de ses privilèges !

C'est pourtant la même ministre qui avait justifié la fermeture des universités en janvier par une supposée incapacité des étudiants à respecter les gestes barrières, épinglant *« l'étudiant qui prend un café à la pause, un bonbon qui traîne sur la table »*.

Des flics pour les pauvres

Pendant que la bourgeoisie échappe aux regards dans ses salons retirés, la police multiplie les interventions contre des restaurants servant derrière le rideau dans les quartiers populaires et disperse, parfois violemment, les barbecues organisés en plein air entre voisins, comme à Creil ou à Saint-Denis.

Un an après le début de l'épidémie, les restrictions pèsent de plus en plus lourd. Tout le monde en a ras-le-bol, et à raison. Mais cela pèse d'autant plus pour les classes populaires, qui vivent dans des appartements exigus, sans cour ni jardin, et n'ont droit qu'à aller au boulot en prenant les transports en commun bondés.

Ce sont d'ailleurs les mêmes qui subissent de plein fouet la fermeture des écoles, se retrouvant du jour au lendemain sans solution de garde, sans même parler d'organiser l'école à la maison. Il est plus facile de se payer une nounou quand on a de l'argent.

Et toujours le minimum contre l'épidémie

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que des solutions contre l'épidémie existent. Mais la vaccination est encore à la traîne, malgré les grands élans de communication du gouvernement. Et les hôpitaux continuent d'être débordés, en particulier les services de réanimation, qui ont dû encore une fois procéder au tri des malades dans les régions les plus touchées. La saturation des hôpitaux entraîne en prime le report de prise en charge des autres soins, avec tous les risques que cela engendre. C'est comme si rien n'avait changé depuis le premier confinement !

En un an, il y aurait pourtant eu le temps de recruter du personnel, d'ouvrir des lits. C'est tout le contraire qui a été fait, avec la poursuite des coupes budgétaires. Le gouvernement a préféré ignorer les avertissements des soignants. Ses largesses financières et plans de relance sont allés aux grandes entreprises et à leurs actionnaires. La santé et la production de vaccins ont reçu la portion congrue. Résultat : la barre des 100 000 morts du Covid va bientôt être franchie.

Le gouvernement dénonce l'irresponsabilité des jeunes et des classes populaires, tout en fermant les yeux sur les banquets des riches. Mais il est le premier responsable de cette situation qui s'éternise, parce que la priorité a été mise à la sauvegarde des profits contre nos vies. Gageons que cela ne dure pas éternellement. Car le déconfinement de nos colères pourrait aussi prendre un coup d'accélérateur.

Des bénévoles « quoiqu'il en coûte »

La direction de St Denis en appelle à nouveau à une quarantaine de bénévoles. Rien à changer depuis un an, non vraiment rien.

Il faut embaucher « quoiqu'il en coûte ».

Travailleurs de la santé et figurants ?

Un reportage sur les conditions de travail à l'hôpital c'est une bonne chose pour montrer les problèmes et les solutions que l'on verrait… Mais on a un peu l'impression de faire les figurants et de ne pouvoir dire ce que l'on veut, ou alors c'est coupé au montage.

On ne sait plus trop à qui cela sert et pas toujours convaincu par la mise en scène, qui fatigue un peu. Marre d'être les bêtes de foire du discours officiel, trouvons ensemble comment nous faire entendre.

Le carnaval des étudiants en santé

Des étudiants infirmiers anesthésistes, de blocs ou en pratiques avancées (EIADE, EIBODE, EIPA) sont « redéployés » par l'État-Major.. euh... l'Agence Régionale de Santé (ARS), pour travail… euh... faire leur stage d'étude, mais tout seul et dans les services imposés, pas toujours dans les structures les plus en tension. Ce sont des « stages de renfort »… Du travail, mais déguisé en stagiaire, c'est plus fun ! Et surtout gratuit ! Pas de salaire… pourquoi faire…

Mais... où sont les renforts ?

À grand coups médiatiques, le gouvernement annonce des ouvertures de lits de réa comme pousseraient des champignons. Okay… Déjà qu'obtenir des renforts dans les services actuels est difficile : qu'ils soient « acceptés » par une cascade de « bien-pensants », ensuite qu'ils soient pourvus… Mais en plus on apprend que parfois grâce à beaucoup de compétences managériales les quelques « réservistes » ou « renforts » possibles ne seraient pas affectés dans les structures les plus en tension.

Remettre Véran sur les grilles ?

Véran annonce de nouvelles grilles pour 500 000 paramédicaux. Une rupture après un très long gel des salaires imposé aux salariés particulièrement dans la fonction publique hospitalière ? Si l'on compare les fiches de paie et les chiffres de Véran, rien que sur les salaires actuels les annonces semblent avoir déjà pris quelques vacances avec la réalité, alors qu'en est-il réellement de ce qui est promis ?

Pour des augmentations générales

Pour des augmentations uniformes pour tout le monde sans distinctions de professions qui servent surtout à diviser les salariés entre eux, les travailleurs de la santé doivent imposer leur point de vue.

À la suite des manifestations de mai-juin-dernier, les augmentations du Ségur avaient concerné 1,5 millions de travailleurs donc trois fois plus de monde que les annonces actuellement discutées.

Vaccination : toujours au même stade

Depuis la semaine dernière, on peut retourner au Stade de France… pour s'y faire vacciner. Toutefois les doses manquent toujours et la plupart des stades transformés en « vaccinodromes », comme à Saint-Denis, Marseille ou Lyon, ont été contraints de fermer ce dimanche.

Il faut lever les brevets et le secret des affaires et produire en masse les vaccins les plus efficaces. Sans ça, les stades serviront à simuler plus qu'à marquer.

Les oubliés du quoi qu'il en coûte

Pendant que les patrons sont arrosés d'aides, le gouvernement fait les poches aux plus pauvres. La réforme de l'assurance chômage prévoie une baisse générale des allocations : un travailleur payé au salaire minimum qui perdrait son emploi ne va plus toucher 985 euros pendant 8 mois, mais 667 pendant 14 mois. Une attaque d'autant plus injuste que le chômage grimpe en flèche, que ce sont les patrons qui licencient et imposent les contrats précaires et l'incertitude d'être renouvelés.

Les travailleurs de la culture sont à la pointe pour dénoncer cette réforme. Et le vendredi 23 avril, une nouvelle manifestation sera organisée pour dénoncer cette réforme dégueulasse.

Ça croule sous le mépris social

La loi « contre le séparatisme » discutée au Sénat véhicule la démagogie anti-immigrés. La touche a été apportée par la sénatrice LR Jacqueline Deromedi : elle a proposé de rétablir la suspension des allocations familiales pour absentéisme scolaire.

L'amendement a été voté par la majorité de droite, des « sages » bien assis sur leurs idées reçues méprisantes de bourgeois croulants. Il viserait à sanctionner les familles ouvrières qui s'enfoncent dans les difficultés en pleine crise sanitaire ? Macron avait fait rebaptiser sa loi « confortant les principes de la République ». Loi confortant les préjugés contre les travailleurs pauvres serait plus adapté.

Merci à tous

La collecte pour le bulletin l'Étincelle a réuni 104€, merci à tous ceux qui ont donné (et à tous ceux qui n'avaient pas de monnaie et ont témoigné leur sympathie). De quoi faire des nouvelles Étincelles !